ANNEXE

Réglementation des substances dangereuses dans l'eau

Du changement avec la parution de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 dit « RSDE »

Comprendre le texte

Une finalité sans être une fin en soi

L'arrêté ministériel (AM) dit « RSDE » du 24 août 2017, paru au journal officiel du 6 octobre 2017, vient parachever l'action menée depuis 2002 sur les substances dangereuses dans l'eau en provenance des établissements industriels soumis à autorisation ou à enregistrement au titre des installations classées, destinée à répondre aux orientations et objectifs fixés notamment par la directive-cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000.

Un des temps forts de cette action menée en application de la circulaire du 5 janvier 2009 a consisté à procéder à la recherche de substances dangereuses ciblées par secteur ou sous-secteur d'activité industrielle (41) auprès des établissements industriels en deux phases selon le dispositif suivant :

- une surveillance initiale constituée de 6 campagnes d'analyses,
- une surveillance pérenne sur une sélection de substances justifiant la poursuite d'un suivi périodique,
- un plan d'actions de réduction avec si nécessaire la réalisation d'une étude technico-économique pour les substances dangereuses émises à des niveaux de flux importants différenciés selon leur dangerosité.

Sur la base de l'amélioration de la connaissance et des enseignements acquis par ces surveillances et plans d'actions réalisés durant ces dernières années, l'arrêté ministériel « RSDE » fait évoluer la réglementation nationale applicable aux installations classées en matière de surveillance et de valeurs limites d'émission des substances dangereuses dans l'eau.

Une application pour tous

Que votre rejet soit nouveau ou existant, raccordé ou isolé, l'arrête ministériel « RSDE » s'applique à vous.

L'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 apporte en effet des modifications aux arrêtés ministériels suivants :

- Annexe I : Arrêté du 02/02/1998 (*Cas général avec des spécificités pour certaines activités*)
- Annexe II : Arrêté du 03/04/2000 (*Papeteries*)
- Annexe III : Arrêté du 12/03/2003 (*Verreries*)
- Annexe IV : Arrêté du 30/04/2004 (*Abattage des animaux*)
- Annexe V : Arrêté du 12/02/2003 (*Traitement des sous-produits animaux*)
- Annexe VI : Arrêté du 30/06/2006 (*Traitement et revêtement de surface*)
- Annexe VII : Arrêté du 14/01/2011 (*Blanchisseries*)

- Annexe VIII : Arrêté du 23/03/2012 (*Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale*)
- Annexe IX : Arrêté du 14/12/2013 (*Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale*)
- Annexe X : Arrêté du 24/04/2017 (*Activités de transformation de matières laitières ou issues du lait*)
- Annexe XI : Arrêté du 24/04/2017 (*Extraction ou traitement des huiles et corps gras*)
- Annexe XII : Arrêté du 26/11/2012 (*Préparation et conditionnement de vins*)
- Annexe XIII : Arrêté du 03/05/2000 (*Préparation et conditionnement de vins*)
- Annexe XIV : Arrêté du 14/01/2011 (*Alcools de bouche*)
- Annexe XV : Arrêté du 20/09/2002 (*Incinération et co-incinération de déchets non dangereux*)
- Annexe XVI : Arrêté du 20/09/2002 (*Incinération et co-incinération de déchets dangereux*)
- Annexe XVII : Arrêté du 23/05/2016 (*Incinération de combustibles solides de récupération*)
- Annexe XVIII : Arrêté du 30/12/2002 (*Stockage de déchets dangereux*)
- Annexe XIX : Arrêté du 15/02/2016 (*Stockage de déchets non-dangereux*)
- Annexe XX : Arrêté du 26/08/2013 (*Installations de combustion*)
- Annexe XXI : Arrêté du 03/10/2010 (*Stockage de liquides inflammables*)
- Annexe XXII : Arrêté du 01/06/2015 (*Stockage de liquides inflammables*)

Les principaux objectifs recherchés

- 1- Étendre l'effort de réduction des émissions de substances dangereuses à tous les gros contributeurs dans le but de respecter notamment les objectifs nationaux de réduction.
- 2- Dresser un dispositif définitif commun pour encadrer et suivre les émissions de substances dangereuses.
- 3- Passer de la surveillance pérenne RSDE à une autosurveillance normalisée.
- 4- Harmoniser les pratiques en matière de réglementation des rejets de substances dangereuses dans l'eau.
- 5- Proposer des valeurs limites d'émission dans l'eau appropriée (filet de sécurité, hors prise en compte de la qualité du milieu), en cohérence avec les résultats de la campagne RSDE, les objectifs de réduction de la directive DCE et les références européennes relatives à la Directive IED.

Mais aussi ...

- l'introduction du principe de « zone de mélange », permettant le dépassement local des normes de qualité environnementale dans les masses d'eau au droit du point de rejet afin de tenir compte du temps de mélange nécessaire sans compromettre l'intégrité de la masse d'eau.
- une précision apportée sur la notion de suppression des émissions, notamment pour les substances dangereuses prioritaires.
- la prise en compte des contributions nettes des sites dans le cas où il existe déjà une pollution avérée des eaux prélevées à l'amont s'il s'agit du même milieu.
- le renforcement des exigences en matière d'échantillonnage et d'analyse pour la réalisation des mesures d'autosurveillance et des contrôles externes.

Quelles conséquences pour vous ?

Quelles substances sont concernées ?

Il convient à chaque exploitant de repérer l'annexe ou les annexes applicables à son établissement : soit l'annexe I (arrêté ministériel du 2 février 1998), soit l'une ou plusieurs annexes liées aux activités sectorielles.

L'exploitant se positionne ensuite sur les substances susceptibles d'être rejetées (présence ou absence de la substance dans son rejet, périodicités de suivi à appliquer dès le 1^{er} janvier 2018 et valeurs limites applicables en 2020 et 2023) à travers une démarche argumentée et traçée : par exemple via son programme de surveillance de ses rejets. L'argumentaire est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et une copie peut lui être transmise à sa demande.

Le choix des substances introduites dans les textes a été établi en fonction des activités industrielles et des évolutions réglementaires européennes. Les grands principes suivants ont été retenus :

- 1- **Les substances spécifiques de l'activité** : à suivre obligatoirement lorsqu'il s'agit de substances RSDE (listées à l'annexe 2 de la note du 27 avril 2011 portant adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 relative aux actions de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets aqueux des installations classées),
- 2- **Les substances autres susceptibles d'être émises** présentes en quantité significative : à suivre suivant les éléments de l'étude d'impact ou de la connaissance des matières premières, des procédés, du rejet ...
- 3- **Les substances participant au bon état des masses d'eau**, notamment les polluants spécifiques de l'état écologique (PSEE) : à suivre en fonction des pratiques et de l'état du milieu.
- 4- **Les nouvelles substances prioritaires de la DCE introduites en 2013** : à suivre en fonction du positionnement de l'état du milieu.

Les exploitants ayant réalisé la surveillance initiale de l'action RSDE pourront utilement s'appuyer sur ses résultats pour se positionner.

Quelles conséquences en termes de surveillance ?

Il existe 3 motifs pour qu'une surveillance des émissions soit mise en œuvre :

- 1 - **Pour des raisons locales** : masse d'eau sensible ou déclassée, enjeu spécifique... C'est l'arrêté préfectoral qui décidera de ce point.
- 2 - **En raison de flux importants** : dépassement des seuils de flux imposant une surveillance des émissions selon une fréquence minimale indiquée. Ces flux sont dépendants de la dangerosité de la substance et du secteur d'activité.
- 3 - **Dès que le seuil de flux imposant une valeur limite d'émission (VLE) est dépassé**, afin de vérifier que la VLE est respectée. Pour ce cas, la périodicité de surveillance est argumentée et définie par l'exploitant, par exemple dans son programme de surveillance et sauf exception liée à des raisons locales.

Ci-après, un exemple d'application des points 2 et 3 pour le cas de quatre substances visées dans l'AM du 2 février 1998 :

Substance Surveillance	Zinc	Nickel	Chloroforme	Mercure (substance à « supprimer »)
Art 60-fréquence mensuelle	> 500g/j	> 100g/j	> 100g/j	> 5g/j
Art 60-fréquence trimestrielle	200g/j - 500g/j	20g/j-100g/j	20g/j-100g/j	2g/j - 5g/j
Art 32 fréquence à définir	20g/j – 200g/j	5g/j – 20g/j	2g/j – 20g/j	< 2g/j
Pas de surveillance sauf si VLE prescrite dans l'AP	< 20g/j	< 5g/j	< 2g/j	-

J'ai participé aux campagnes RSDE, dois-je modifier ma surveillance ?

Globalement :

- **Substance en surveillance pérenne RSDE : surveillance trimestrielle** (donc inchangée) sauf éventuellement si le rejet est raccordé (voir convention de rejet).
- **Substance en étude de réduction RSDE : surveillance mensuelle** (donc renforcée), dès lors que le niveau d'émission n'a pas été réduit en dessous du seuil impliquant l'étude de réduction.
- **Substance retenue en surveillance pérenne uniquement liée au milieu** : il convient de se positionner à nouveau sur l'intérêt ou la nécessité de la surveillance au regard du rejet admissible vis-à-vis du milieu (compatibilité) → **si tel est le cas, surveillance trimestrielle retenue a priori.**
- **Substance non retenue en surveillance pérenne RSDE** : une surveillance est à définir si la substance est soumise à une valeur limite d'émission (VLE) vu le flux émis ou sur la base de critères locaux → **périodicité de surveillance définie par l'exploitant, par exemple dans son programme de surveillance.**
- Substance hors liste sectorielle et désormais réglementée (VLE) : → **positionnement de l'exploitant sur la présence ou l'absence de cette substance dans les rejets (par exemple dans son programme de surveillance). Si elle est susceptible d'être présente, l'exploitant définit la périodicité de surveillance selon les mêmes critères que précédemment. Si elle est absente, pas de surveillance a priori.**

À noter que des périodicités renforcées peuvent être prescrites dans les arrêtés préfectoraux en fonction des enjeux locaux (par exemple rejets dans un très petit cours d'eau nécessitant une surveillance renforcée).

Quelles conséquences en termes de niveau d'émission ?

Des valeurs limites d'émission (VLE) ont été fixées en fonction de la dangerosité de la substance et du secteur d'activité en s'appuyant sur les enseignements acquis suite aux campagnes RSDE

menées, les BATAELS pour les secteurs ayant des BREFs (Directive IED), les caractéristiques et les usages des substances, les objectifs de réduction ou de suppression des émissions et les leviers d'actions disponibles (techniques, substitution ...).

A titre d'exemple, ci-après le cas pour six substances :

Substance Règlement	Trichlorométhane (Chloroforme)	Nonylphénols	Cuivre	Nickel	Chrome	Zinc
AM 02/02/1998 – An I Art. 32.3	50 µg/l si > 2 g/j	25 µg/l	0,15 mg/l si > 5 g/j	0,2 mg/l si > 5 g/j	0,1 mg/l si > 5 g/j	0,8 mg/l si > 20 g/j
AM. 03/04/2000 – An II Papeteries	50 µg/l si > 2 g/j	25 µg/l	0,5 mg/l si > 5 g/j	50 µg/l si > 2 g/j	50 µg/l si > 2 g/j	0,8 mg/l si > 20 g/j
AM 30/06/2006 – An VI Traitement de surfaces	1 mg/l si bain nickel sinon 0,25 mg/l	25 µg/l	1,5 mg/l si > 4 g/j	2 mg/l si > 4 g/j	1,5 mg/l si > 4 g/j	3 mg/l si > 6 g/j
AM 23/03/2012 – An VIII Produits d'origine animale	100 µg/l si > 2 g/j	25 µg/l	0,15 mg/l si > 2 g/j	100 µg/l si > 2 g/j	100 µg/l si > 2 g/j	0,8 mg/l si > 10 g/j
AM 14/12/2013 – An IX Produits d'origine végétale	100 µg/l si > 2 g/j	25 µg/l	0,15 mg/l si > 5 g/j	0,1 mg/l si > 5 g/j	0,1 mg/l si > 5 g/j	0,8 mg/l si > 20 g/j
AM 04/01/2011 – An VII Blanchisseries	200 µg/l si > 20 g/j	25 µg/l	0,4 mg/l si > 5 g/j	200 µg/l si > 5 g/j	150 µg/l si > 5 g/j	1,5 mg/l si > 20 g/j

Les valeurs limites d'émission ne sont pas à considérer comme un « droit à polluer » mais comme un filet de sécurité, l'objectif visé étant de réduire progressivement les émissions de ces substances par des actions menées en continu, et jusqu'à la suppression d'ici 2021 pour la plupart des substances dangereuses prioritaires.

Ces valeurs limites d'émission ne tiennent pas compte de l'analyse de compatibilité des rejets avec le milieu.

Comment s'appliquent les nouvelles prescriptions introduites par l'AM ?

L'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 entre en application le 1^{er} janvier 2018. Il prévoit néanmoins un échelonnement des délais d'application, en particulier pour les valeurs limites d'émission.

Au 1^{er} janvier 2018 :

- Aucune modification des valeurs limites d'émission (VLE) des paramètres fixés dans l'arrêté préfectoral en vigueur.
- Pas de VLE pour les autres substances relevant de l'AM « RSDE » (non fixées dans l'arrêté préfectoral en vigueur).

- Une surveillance (fréquence d'analyses) maintenue a minima à l'identique ou renforcée selon les seuils de flux fixés dans l'AM « RSDE » (cf point spécifique).

Au 1^{er} janvier 2020 (ou 1^{er} janvier 2023 pour les substances issues de la DCE/39/UE) :

- Des VLE des paramètres fixés dans l'arrêté préfectoral en vigueur pouvant être plus contraignantes selon l'AM « RSDE ».
- Des VLE à respecter pour les autres substances relevant de cet AM RSDE et au-delà d'un flux pour certaines.

NOTA : Une VLE plus contraignante peut être fixée en fonction de l'état et de la sensibilité du milieu (cf annexe 4 du guide technique sur la prise en compte des objectifs de la DCE pour les IOTA/ICPE).